



Solidarité avec les étudiant-es et les lycéen-nes vivant en Serbie

En Serbie, la situation est tendue depuis des années : la corruption, la répression dans le monde politique et contre les médias, la violence et les graves problèmes environnementaux causés par l'exploitation nationale et internationale du sol pèsent sur la population. Conséquence : depuis 2016, les protestations ne cessent d'augmenter dans ce pays.

La nuit de Savamala, à Belgrade, le 24 avril 2016, a marqué un tournant : des hommes masqués ont démolis des bâtiments sans autorisation, alors que la police n'intervenait pas malgré les appels d'urgence. Pour un grand nombre de Serbes, cet événement a marqué la fin de l'état de droit. Depuis lors, les mouvements de protestation se sont multipliés, qui vont des protestations belgradoises pour l'eau aux manifestations de masse qui ont suivi les fusillades meurtrières de 2023. Les protestations contre la violence et contre le projet d'extraction du lithium par le groupe minier Rio Tinto ont notamment déclenché une vaste mobilisation sociale, allant des groupes conservateurs à la communauté LGBTQ+.

Avec les émeutes et manifestations étudiantes actuelles, depuis novembre 2024, en réaction à l'effondrement du toit extérieur d'une gare à Novi Sad le 1^{er} novembre 2024, qui a fait 15 mort-es, la situation s'est considérablement aggravée. Beaucoup tiennent le système corrompu et la mauvaise gestion du président Vučić pour responsables de l'effondrement et de l'absence de remise en question et de régénération du système. Le gouvernement serbe est donc actuellement confronté à un mouvement de protestation qu'il ne peut plus ignorer – et recourt, en réaction, à des moyens de répression de plus en plus durs. Les manifestations actuelles des étudiant-es constituent à cet égard le plus grand mouvement de protestation du pays depuis la chute du régime de Milošević.

Répression contre les manifestant-es

Le gouvernement d'Aleksandar Vučić a recours à l'intimidation systématique, à la violence et aux arrestations arbitraires pour étouffer lesdites protestations. Des attaques particulièrement brutales ont été menées contre des manifestant-es s'opposant à l'extraction du lithium. La police et les voyous à la solde du gouvernement font preuve d'une extrême sévérité envers eux/elles, afin de réprimer toute forme de résistance.

Selon Amnesty International, les services secrets serbes (nom officiel : Agence de sécurité et d'information serbe (BIA)) surveillent les opposant-es, les activistes, les étudiant-es et les journalistes à l'aide d'un logiciel espion développé par leurs soins et appelé Novispy. Le logiciel permet une surveillance complète, y compris l'accès aux journaux d'appels, contacts, SMS, données de localisation et captures d'écran, de même que l'activation du microphone et de la caméra. Novispy reste invisible pour les utilisateurs et les utilisatrices et est souvent installé via un accès physique aux smartphones. Sous de faux prétextes, des

activistes sont arrêté-es et interrogé-es, et leurs smartphones sont hackés et mis sous surveillance.¹

Les témoignages d'étudiant-es emmené-es dans des fourgons par des inconnus et interrogé-es pendant des heures ne sont pas rares. Si l'on se rend ensuite à la police, celle-ci affirme souvent qu'il n'y a pas d'informations sur les incidents. Parallèlement, le débat public est manipulé par la propagande : les médias pro-gouvernementaux présentent le mouvement de protestation comme hostile à l'État et le discréditent en diffusant de fausses informations. La quasi-totalité des chaînes de télévision à portée nationale sont sous l'influence directe du Parti progressiste serbe (SNS) et servent de porte-parole à Vučić, tandis que l'opposition ne dispose que de très peu de canaux.²

Un autre instrument de surveillance est ce que l'on appelle les IMSI catchers, qui permettent de localiser et d'identifier les téléphones portables dans une zone donnée et d'intercepter les communications. Au cours des dix dernières années, la Serbie a importé plus de 20 de ces appareils. L'utilisation de cette technologie n'est guère réglementée sur le plan juridique, ce qui est particulièrement problématique dans le contexte des protestations actuelles contre le SNS. Des recherches menées par le Balkan Investigative Reporting Network (BIRN) montrent que la Suisse et la Finlande ont délivré 16 licences pour l'exportation de tels appareils vers la Serbie rien que l'année dernière. Un exemple ukrainien illustre les abus possibles : en 2014, des manifestant-es de Kiev ont reçu un message les identifiant comme participant à des troubles de masse – une tactique d'intimidation évidente. De telles pratiques pourraient également être appliquées en Serbie et renforcer encore la répression contre les manifestant-es.³

En outre, dans de nombreux domaines professionnels, c'est moins la qualification que l'adhésion au SNS de Vučić qui détermine aujourd'hui les chances de trouver un emploi. Les fonctionnaires sont soumis-es à des pressions pour qu'ils et elles soutiennent le parti, sous peine de subir des préjudices professionnels pouvant aller jusqu'au licenciement. Les parents d'étudiant-es font également l'objet d'intimidations ciblées visant à affaiblir la protestation. Selon un sondage de l'ONG CRTA (Center for Research, Transparency and Accountability), plus de 60 % des Serbes soutiennent néanmoins les protestations. Cela montre que le gouvernement perd de plus en plus de soutien au sein de la population, ce qui pourrait encore renforcer la dynamique du mouvement.⁴

Extraction du lithium et destruction de l'environnement

L'un des principaux points de protestation est l'extraction controversée du lithium. Le gouvernement serbe octroie des concessions minières à grande échelle à des entreprises

¹ Amnesty International, "[Serbia: Authorities using spyware and Cellbrite forensic extraction tools to hack journalists and activists](#)", *Amnesty International*, 16.12.2024; Aleksa Tesic, "Silent Spying: How Serbian Intelligence Hacks Activist' Phones – Without Them Knowing", [BRIN/Balkan Insight](#), 16.12.2024.

² Freedom House, "Freedom in the World 2024: Serbia", [Freedom House](#), 2024; Martin Krebbers, "Nach der Parlamentswahl in Serbien. Die Wirkung der Medienmacht", [Deutschlandfunk](#), 18.12.2023; Lily Lynch, «Serbien: Der Anschein von Demokratie», [Wahlanalyse Rosa Luxemburg Stiftung](#), 30.01.2024.

³ Aleksa Tesic, "Serbia Imports Wireless Equipment Capable of Indiscriminate Mass Surveillance", [BIRN/Balkan Insight](#), 12.12.2024.

⁴ CRTA, «Oko 60 odsto građana Srbije podržava proteste i blokade zbog pada nadstrešnice», [CRTA](#), 11.01.2025. / En anglais : "Around 60 percent citizens of Serbia support protests and blockades following the canopy collapse."

internationales, alors même que les communautés locales craignent pour leurs moyens de subsistance. En 2022, des groupes de la société civile pro-européenne ont organisé des manifestations de masse à l'échelle nationale contre l'exploitation du lithium par le groupe minier anglo-australien Rio Tinto, qui fait l'objet de critiques internationales pour ses violations de l'environnement et des droits humains. La faiblesse des lois environnementales en Serbie permet aux entreprises d'opérer sans conditions strictes, ce qui cause de graves dommages écologiques. L'absence de valeurs limites pour le lithium dans les eaux et le mauvais contrôle de l'État aggravent la situation.

Malgré les protestations, le projet a été relancé après la victoire électorale de Vučić en 2023. La Cour constitutionnelle, contrôlée par le régime, a déclaré que l'arrêt des plans d'expansion était anticonstitutionnel. Si le régime a été critiqué après les élections pour la fraude électorale, l'UE et l'Allemagne ont rapidement adopté une rhétorique de partenariat étroit avec la Serbie. Le point culminant de cette attitude « complaisante » a été la visite du chancelier allemand Scholz à Belgrade le 19 juillet 2024 pour soutenir l'accord entre la Serbie et l'UE. La Serbie a été présentée comme une « garantie d'avenir pour le Green Deal européen ».⁵

Revendications

1. Le PS Suisse exprime sa solidarité avec les étudiant-es et les lycéen-nes de Serbie qui descendent courageusement dans la rue pour défendre la démocratie, la liberté d'expression et la justice sociale. Il demande une véritable participation et la fin de la répression. Les autorités serbes doivent respecter la liberté de réunion et d'expression et prendre au sérieux les préoccupations des étudiant-es. Le mouvement de protestation appelle en outre la Commission européenne et le Parlement européen à prendre des mesures claires contre le régime autoritaire. Le PS soutient un avenir démocratique, solidaire et tourné vers l'Europe pour la Serbie.
2. Le PS demande qu'aucune autorisation d'exportation d'IMSI catchers ou d'autres technologies de surveillance ne soit accordée par la Suisse à la Serbie, afin de ne pas soutenir davantage la répression du mouvement de protestation.
3. Le PS s'engage en faveur de la protection de l'environnement et se prononce explicitement contre les projets d'extraction de matières premières qui sont imposés contre la volonté de la population locale. Cela concerne notamment des projets controversés comme l'exploitation du lithium par Rio Tinto, qui provoque des dommages écologiques massifs et des conflits sociaux.
4. Le PS se solidarise avec les groupes de population opprimés en Serbie, comme la communauté LGBTQIA+, les Sintés et les Roms, la population rurale et les femmes, et demande à la Serbie de respecter les droits humains.

⁵ Linda Osusky, «Wenn Lithiumsicherung vor Demokratie geht», [Tagesspiegel Background](#), 09.10.2024; Vedran Dzihic, «Serbiens autoritärer Kurs: Wie der Lithium-Deal mit der EU das Land von Europa entfernt», [Heinrich Böll Stiftung](#), 25.09.2024.